

Soutiens à Kinshasa : le RN et LFI, deux partis français en pointe sur le conflit dans l'est de la RDC

Pierre Firtion

RFI, 18 mars 2025

En France, depuis l'offensive des rebelles du M23 sur Goma, mi-janvier, deux partis se distinguent par leur soutien à Kinshasa : le Rassemblement national (RN), d'extrême droite, et La France insoumise (LFI), d'extrême gauche. À l'opposé de l'échiquier politique, ces deux formations prennent fait et cause pour la RDC. Cependant, leur soutien commun, malgré leur opposition à Emmanuel Macron et au gouvernement Bayrou, soulève des interrogations.

L'image a fait le tour des réseaux sociaux : le 7 mars, Félix Tshisekedi reçoit à la Cité de l'Union africaine trois eurodéputés du Rassemblement national, Thierry Mariani, Virginie Joron et Philippe Olivier, ce dernier étant aussi le conseiller po-

litique de Marine Le Pen. Une rencontre d'autant plus surprenante que, selon Jeune Afrique, ces représentants de l'extrême droite auraient été invités par la présidence congolaise, avec billets d'avion et hébergement pris en charge.

Le trio ne s'est pas arrêté là : après cette audience avec le président congolais, il a échangé avec plusieurs ministres, dont la Première ministre Judith Suminwa Tuluka.

Une croisade contre Kigali

Depuis plusieurs semaines, Thierry Mariani mène au Parlement européen un combat acharné contre le Rwanda et contre Paul Kagame qu'il qualifie régulièrement de « *dictateur* ». En janvier, Marine Le Pen

elle-même accusait Kigali de piller les ressources minières de la RDC et l'Union européenne d'être le « *receleur de ce pillage* ».

Des accusations formulées également par La France Insoumise. La semaine dernière, la députée LFI Clémence Guetté a accusé la Commission européenne de complicité avec le Rwanda dans le « *pillage du Congo* ».

Au sein de la formation d'extrême-gauche, le député Carlos Martens Bilongo est en pointe sur ce dossier. Cet élu d'origine congolaise, qui préside le groupe d'amitié France-RDC, envisage de déposer prochainement une proposition de résolution européenne qui condamnerait l'attitude du Rwanda.